



Journée d'étude "Reflections on 25 years of Devolution: Comparisons, Interactions and Cross-Influences", Université Toulouse-Jean Jaurès, 4 octobre 2024

Appel à communications

{Please scroll down for the English text }

La dévolution a 25 ans. Le 6 mai 1999, la première élection du nouveau Parlement écossais et la première élection de l'Assemblée nationale du pays de Galles ont eu lieu, un peu moins d'un an après la première élection de l'Assemblée d'Irlande du Nord, suite à la signature de l'Accord du Vendredi saint. Vernon Bogdanor, qui définit la dévolution comme le transfert à un organe élu subordonné, sur une base géographique, de fonctions précédemment exercées par les ministres et le Parlement centraux, souligne qu'il s'agit de l'une des réformes constitutionnelles les plus importantes qui aient été entreprises au Royaume-Uni (Bogdanor, 2001). Il s'agissait de décentraliser le système politique britannique en accord avec le principe de subsidiarité tout en répondant aux demandes autonomistes et nationalistes émanant des différents territoires du Royaume-Uni; en Irlande du Nord, la dévolution était également prévue comme participant du processus de paix consécutif à la période des "Troubles". Toujours selon Bogdanor, la dévolution ne pourrait fonctionner de manière satisfaisante que grâce à une coopération et une réciprocité entre les institutions, dans une forme fructueuse d'interdépendance. Celle-ci était amenée à se développer avec le temps, puisque, comme l'avait rappelé Ron Davies, alors secrétaire d'Etat pour le pays de Galles, la dévolution serait à comprendre comme un "processus" plutôt qu'un "événement" (Davies, 1998). Or, cette collaboration entre les institutions était pensée pour être à la fois verticale, entre le Parlement et le gouvernement de Londres et les institutions d'Edimbourg, de Cardiff et de Belfast, mais aussi transversale, entre ces institutions dites « dévolues », par le biais, par exemple, de coopérations bilatérales ou de réunions intergouvernementales leur permettant d'échanger sur des sujets d'intérêt commun, selon le principe de la « bonne entente ».

S'inscrivant dans le programme de recherche de WISE Connections (Wales-Ireland-Scotland-England), réseau de chercheurs qui souhaite penser les relations entre les territoires des Iles britanniques et irlandaises d'une manière horizontale plutôt que par le biais d'une perspective centre-périphérie, une journée d'études intitulée « Retours sur 25 ans de dévolution : comparaisons, interactions et influences mutuelles » aura lieu à l'Université Toulouse-Jean Jaurès le 4 octobre 2024. Cette journée d'étude, qui initiera une réflexion prolongée par la publication d'un ouvrage, aura pour ambition d'établir le bilan d'un quart de siècle d'existence de la dévolution : non seulement de

l'évolution de la dévolution par territoire, mais aussi et surtout celui des coopérations et influences mutuelles entre les institutions écossaises, galloises et nord-irlandaises, ainsi que des relations entre ces institutions et les institutions centrales britanniques. La dévolution a-t-elle évolué en parallèle ou de façon croisée dans les différents territoires concernés ? Une dynamique d'échange et de collaboration a-t-elle nourri les relations entre les différentes institutions par le biais, par exemple, d'échanges de pratiques ? Y a-t-il eu des phénomènes d'émulation entre les différents territoires ? On peut penser ici à l'augmentation des pouvoirs dévolus à l'Assemblée nationale du pays de Galles, devenu Parlement gallois (*Senedd Cymru*) en mai 2020 : dans quelle mesure l'Ecosse a-t-elle par exemple servi de modèle au pays de Galles ? De son côté, l'Ecosse n'a-t-elle pas elle aussi cherché des sources d'inspiration ainsi que – peut-être principalement – des appuis dans les autres territoires des Iles britanniques et irlandaises ? Rappelons que l'accord de gouvernement de 2021 entre le SNP et les Verts écossais engage les deux parties à « chercher à convenir d'approches communes avec les autres administrations dévolues » afin de « faire contrepoids » à la loi relative au marché intérieur britannique de 2020, vue comme participant d'un processus de re-centralisation des pouvoirs initié par les derniers gouvernements conservateurs de Londres (Scottish Government & Scottish Green Party, 2021). Quant à l'Irlande du Nord, on la considère souvent comme un territoire « à part », et la dévolution y prend à l'évidence des formes spécifiques ; toutefois, la vie des institutions nord-irlandaises et le débat sur la dévolution s'y sont-ils déroulés de façon totalement indépendante de ce qui se passait de l'autre côté de la mer d'Irlande ? On peut également penser au British-Irish Council né de l'Accord du Vendredi saint : a-t-il rempli son mandat de « promotion du développement harmonieux et mutuellement bénéfique de l'ensemble des relations entre les peuples de ces îles » ? Des comparaisons entre les différents territoires pourraient également mettre en évidence des influences mutuelles ou des phénomènes d'exemplarité et d'imitation.

Quelques pistes de réflexion pourraient comprendre :

- Evolution structurelle de la dévolution en Ecosse, au pays de Galles ou en Irlande du Nord, et évolution des rapports entre les institutions centrales et les institutions dévolues
- Comparaisons entre les institutions dévolues
- Coopérations bilatérales ou influences mutuelles entre deux territoires
- Coopérations multilatérales au niveau du Royaume-Uni ou des Iles britanniques et irlandaises (par exemple par le biais du British-Irish Council) ; discussions sur des questions politiques, économiques ou sociales d'intérêt commun ; circulations des modèles entre tous les territoires
- Coopérations et influences mutuelles au niveau des institutions politiques, mais aussi au niveau des partis politiques, des mouvements sociaux et de la « société civile »

Veillez envoyer vos résumés de 300 mots ainsi qu'une courte biographie à nathalie.duclos@univ-tlse2.fr et marie-violaine.louvet@univ-tlse2.fr **avant le 1er juin 2024**.

Références citées :

Vernon Bogdanor, *Devolution in the UK*, Oxford: Oxford University Press, 2001.

Ron Davies, *Devolution: A Process Not an Event*, Cardiff: Institute of Welsh Affairs, 1998.

Scottish Government and Scottish Green Party Draft Shared Policy Programme, *Working Together to Build a Greener, Fairer, Independent Scotland*, August 2021.

“Reflections on 25 years of Devolution: Comparisons, Interactions and Cross-Influences”
Day conference, Toulouse-Jean Jaurès University, October 4, 2024

Call for Papers

Devolution is 25 years old. On 6 May 1999, the first election to the new Scottish Parliament and the first election to the National Assembly for Wales took place, just under a year after the first election to the Northern Ireland Assembly, following the signing of the Good Friday Agreement. Vernon Bogdanor, who defines devolution as the transfer to a subordinate elected body, on a geographical basis, of functions previously exercised by central ministers and parliament, points out that it is one of the most important constitutional reforms ever undertaken in the United Kingdom (Bogdanor, 2001). The aim was to decentralise the British political system in line with the principle of subsidiarity, while responding to autonomist and nationalist demands from the various territories of the United Kingdom; in Northern Ireland, devolution was also planned as part of the peace process following the period of “The Troubles”. Still according to Bogdanor, devolution could only work in a satisfactory manner if there was cooperation and reciprocity between institutions, in a fruitful form of interdependence. This was bound to develop with time, since, as stated by Ron Davies, then Secretary of State for Wales, devolution is a process, not an event (Davies, 1998). This collaboration between institutions was designed to be both vertical, between the Parliament and Government in London and the institutions in Edinburgh, Cardiff and Belfast, but also transversal, between the devolved institutions, for example through bilateral cooperation or intergovernmental meetings to exchange views on issues of common interest, in accordance with the principles of “good communication, consultation and cooperation”.

As part of the research programme of the “WISE Connections (Wales-Ireland-Scotland-England)” network which brings together researchers concerned with the study of the relationship between the British and Irish Isles in a horizontal manner rather than through a centre-periphery perspective, a study day entitled “Reflections on 25 years of Devolution: Comparisons, Interactions and Cross-Influences” will take place at Toulouse-Jean Jaurès University on 4 October 2024. This study day will initiate a process of reflection that will culminate in the publication of a book. It will aim at taking stock of a quarter of a century of existence of devolution: not only of the way in which devolution has evolved by territory, but also and above all of the cooperation and mutual influences between Scottish, Welsh and Northern Irish institutions, as well as of the relations between these institutions and the central institutions in London. Has devolution evolved in parallel or in a crosswise manner in the different territories concerned? Has a dynamic of exchange and collaboration nurtured relations between the various institutions, for instance through practice sharing? Was there emulation between the different territories? One example is the increase in the powers devolved to the National Assembly for Wales, which became the Welsh Parliament (*Senedd Cymru*) in May 2020. To what extent has Scotland served as a model for Wales? Concerning Scotland, hasn't it also looked for sources of inspiration and - perhaps primarily - support in the other territories of the British Isles and Irish Isles? Let us recall that the 2021 government agreement between the SNP and the Scottish Greens commits both parties to seek to “agree common approaches with the other devolved administrations” so as to “act as a counterweight” to the 2020 UK Internal Market Act, seen as part

of a process of re-centralisation of powers initiated by recent Conservative governments in London (Scottish Government & Scottish Green Party, 2021). As for Northern Ireland, it is often seen as a “separate” territory, and devolution has clearly taken specific forms there; however, have the life of Northern Irish institutions and the debate on devolution taken place in a way that is completely independent of what has happened on the other side of the Irish Sea? Another example is the British-Irish Council set up under the Good Friday Agreement: has it fulfilled its mandate to “promote the harmonious and mutually beneficial development of the totality of relationships among the peoples of these islands”? Comparisons between the different territories could also highlight mutual influences or phenomena of exemplarity and imitation.

While we welcome submissions, in French or English, on a broad range of topics related to the 25th anniversary of devolution, we also suggest the following areas of interest:

- Structural evolution of devolution in Scotland, Wales or Northern Ireland and changes in the relationship between central and devolved institutions
- Comparisons between devolved institutions
- Bilateral cooperation or mutual influences between two territories
- Multilateral cooperation at UK or British Isles level (e.g. through the British-Irish Council); discussions on political, economic or social issues of common interest; circulation of models between all the territories
- Cooperation and mutual influences at the level of political institutions, but also at the level of political parties, social movements and “civil society”.

Please send your 300-word abstracts as well as a short biography to nathalie.duclos@univ-tlse2.fr and marie-violaine.louvet@univ-tlse2.fr by 1st June 2024.

Quoted references:

Vernon Bogdanor, *Devolution in the UK*, Oxford: Oxford University Press, 2001.

Ron Davies, *Devolution: A Process Not an Event*, Cardiff: Institute of Welsh Affairs, 1998.

Scottish Government and Scottish Green Party Draft Shared Policy Programme, *Working Together to Build a Greener, Fairer, Independent Scotland*, August 2021.